

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
5 février 1976

N° 423

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

LE 22^e CONGRES DU P.C.F.

L'aboutissement d'une dégénérescence irréversible

Par Jacques JURQUET

Des millions d'ouvriers, de petits paysans, de travailleurs manuels et intellectuels ont accordé pendant longtemps leur pleine confiance au Parti communiste français, fondé à Tours en décembre 1920 pour conduire notre peuple à la Révolution socialiste.

Des millions de militants appartenant à des générations successives lui ont donné l'intégralité de leurs forces intellectuelles et physiques, faisant preuve d'un enthousiasme et d'une sincérité sans réserve.

Des dizaines de milliers d'entre eux ont consenti à l'idéal qu'incarnait ce Parti les plus grands sacrifices, allant jusqu'au sacrifice de leurs vies.

A juste titre, on évoque les impérissables souvenirs de Gabriel Péri, Danielle Casanova, Guy Mocquet, Pierre Sémard, Lucien Sampaix et de tant d'autres. A tort, on connaît moins ce que furent les vies exemplaires des innombrables militants de base aux fonctions plus modestes mais tout aussi efficaces, tout aussi valeureuses, tout aussi indispensables, qui offrirent aussi leurs vies pour l'indépendance nationale qu'ils imaginaient conforme aux aspirations de la classe ouvrière et non point usurpée par la bourgeoisie capitaliste, pour la Révolution prolétarienne qu'ils ne dissociaient jamais du grand exemple d'Octobre 1917, pour le Parti dont il ne leur venait pas à l'esprit qu'il puisse un jour changer, renier, trahir.

Sait-on ce que furent tous ces sacrifices, délibérément consentis, parce qu'ils résultaient d'une confiance inflexible, irréductible que les tortures et les pelotons d'exécution ne parvenaient pas à briser ?

Sait-on le poids de la déclaration faite par le métallurgiste Maurice Lacazette dans la dernière lettre écrite à sa femme, quelques heures avant qu'il soit fusillé, lui avouant qu'il allait mourir pour un amour encore plus grand que celui de leur simple couple, l'amour du Communisme et l'amour du Parti ? Tout cela, cette montagne de juste idéologie prolétarienne, tout cela va être définitivement et officiellement piétiné, bafoué, falsifié, détruit, assassiné par ce 22^e congrès du faux Parti communiste français, à la tribune duquel le rapport politique sera présenté par un ancien volontaire du travail chez les nazis, soutenu par une bande de vieux renégats et de vieux traîtres à la classe ouvrière et au marxisme-léninisme.

Certes, nous savions depuis longtemps déjà que de virage en virage et de révision en révision ces dirigeants indignes conduisaient le Parti à son contraire, le transformaient de Parti révolutionnaire prolétarien en Parti bourgeois contre-révolutionnaire.

Mais aujourd'hui, il est impossible de ne pas évoquer ce que furent les hommes et les femmes, jeunes, moins jeunes et vieux, qui construisirent ce Parti avec leur conviction, avec leur sincérité, avec leur courage, avec leur désintéressement, avec leur persévérance, avec leur sang.

Excusez-moi d'employer exceptionnellement la première personne, ce n'est pas notre habitude à nous, communistes, mais aujourd'hui, je pense au «pépé Loye», ce vieux cheminot, et à Bunewode, ce non moins vieux paysan d'Arbois, des militants de base tout simples, rudes et chaleureux à la fois, qui m'accueillirent dans les rangs du Parti en 1943. Et puis aussi je pense à Alfred Gadois, mon camarade de cellule, à Melun, assassiné à mes côtés en 1952 lors d'une manifestation à la fois revendicative et contre l'impérialisme américain.

(Suite page 3).

LA CONFERENCE DE PLIOUTCH L'URSS, prison des peuples

Mardi, au cours d'une conférence de presse, le mathématicien soviétique Plioutch a apporté de nouvelles révélations sur les internements dans les hôpitaux psychiatriques en URSS. Un nouveau coin du voile est ainsi levé. Des personnes torturées par l'injection des produits les plus dangereux afin de détruire leur personnalité, des brutes qui frappent des détenus à mort, une fausse science utilisée pour briser des opposants, telle en est la réalité.

Il y a quelque temps on avait pu voir des images sur cet autre aspect de l'URSS : les camps de concentration.

Tout cela, irrésistiblement évoque une autre époque, un autre pays : l'Allemagne nazie. Là aussi la médecine devenait torture et mort, là aussi régnaient les miradors. Là aussi on assassinait en secret.

C'est que dans l'Allemagne d'hier et dans l'URSS

d'aujourd'hui sévit le même fascisme.

Ce que l'on veut bien faire savoir de l'URSS n'est qu'un petit aspect des choses, qui ne fait que permettre de supposer l'étendue des crimes commis.

Cette dictature fasciste ne s'exerce pas seulement contre des intellectuels opposants, mais avant tout contre les peuples soviétiques eux-mêmes, contre les ouvriers, les paysans. A plus d'une reprise c'est l'armée qui a été lâchée contre des ouvriers en grève, contre les peuples de différentes nationalités de l'URSS manifestant contre leur oppression.

Certains voudraient faire croire que cela serait la dictature du prolétariat alors qu'il s'agit d'une dictature contre le prolétariat. Le pouvoir en URSS est entre les mains d'une nouvelle bourgeoisie, qui contrôle l'État et à travers lui

a fait main basse sur les moyens de production. Elle exploite et opprime le peuple tout en ayant à la bouche le «socialisme». Mais Hitler lui aussi utilisait beaucoup ce mot. Et comme alors il ne fait que recouvrir une dictature fasciste. L'URSS est l'opposé même de la dictature du prolétariat, c'est une prison des peuples.

La dictature du prolétariat ce sont les travailleurs réellement au pouvoir à tous les niveaux dans tous les domaines, c'est la démocratie pour le peuple et la dictature contre les Brejnev de tout poil qui rêvent de dominer le peuple pour l'exploiter. C'est Lénine contre Brejnev.

Survenant au moment même où s'ouvre le 22^e congrès du PCF, ces nouvelles révélations ne vont pas manquer d'y provoquer un malaise comme on dit. Car elles accusent aussi les dirigeants du PCF. Ceux-ci rêvent de

se donner une image de grands «démocrates», toujours prêts à jurer la main sur le cœur de leur respect des libertés. Aussi à leur congrès vont-ils dire qu'ils sont en désaccord avec de telles méthodes, qu'ils les réprouvent, etc. Il est des gens qui croient en leur sincérité. Pas nous. Les dirigeants du PCF sont contraints à faire des réserves pour ne pas perdre la face, pour continuer à tromper. Mais qui cherche à faire croire que l'URSS connaît «un approfondissement continu de la démocratie» ? Qui a cherché à enjoliver cette prison et à la présenter comme un paradis ?

Enfin, à qui fera-t-on croire que les dirigeants du PCF ignoraient l'existence des camps, des asiles et ce qui se passe dans leurs murs ? Les dirigeants du PCF sont les complices des bourreaux qui règnent en URSS, voilà la simple vérité.

COLONIALISME FRANÇAIS

LES COMORES ACCUSENT

DJIBOUTI

La plainte de la République des Comores contre la France à propos de l'île de Mayotte sera examinée par le Conseil de sécurité des Nations unies mercredi soir, annonce-t-on officiellement mardi soir à l'ONU.

Un représentant de la République des Comores est attendu au Conseil de sécurité où il présentera le dossier de la plainte pour agression présenté par le gouvernement comorien contre la France au sujet du référendum qui doit se dérouler le 8 février prochain dans l'île de Mayotte.

Ce représentant ne sera probablement pas présent lors de l'ouverture mercredi soir des débats du Conseil, mais celui-ci consacrera plusieurs séances à cette affaire.

Entre-temps, les membres non-alignés du Conseil rédigent un projet de résolution qui, dans sa version actuelle, déclare que le référendum du 8 février à Mayotte est une atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République des Comores, État membre des Nations unies, et demande à la France d'y renoncer purement et simplement.

Par ailleurs, M. Ali Soilih, chef de l'État comorien, a déclaré mardi à propos du référendum à Mayotte qu'il s'agissait d'une affaire concernant la France. Quel que soit le résultat, nous le contestons évidemment d'avance, a-t-il ajouté.

M. Soilih, qui donnait une interview à «Radio France internationale» dif-

fusée lundi à Moroni, a indiqué que les Comores utiliseraient les moyens qui sont à leur disposition pour reconquérir Mayotte. Cela m'étonnerait que la guérilla tarde tellement à Mayotte. Je crois que la France est mal partie, a-t-il ajouté.

Le chef de l'État comorien a déclaré à propos du référendum qu'il y avait une question de conditionnement. A Mayotte, a-t-il dit, 152 créoles sur une population de 40 000 habitants se partagent les meilleures terres de culture, c'est déjà un facteur de conditionnement.

M. Soilih a par ailleurs affirmé qu'en cas d'installation à Mayotte d'une base française, son pays ne permettrait pas pour autant l'installation de bases d'autres puissances aux Comores.

Les organes d'information font depuis mardi soir un très très grand tapage sur l'enlèvement de 21 enfants de militaires français à Djibouti.

Si certes nous ne pensons pas que des enfants doivent servir d'otages pour faire avancer la juste cause des peuples opprimés par l'impérialisme français, nous n'en mettons pas moins en garde contre le caractère unilatéral des nouvelles diffusées dans notre pays. La réalité des faits est probablement différente de la présentation tendancieuse qui en est faite.

Nous sommes convaincus qu'en définitive triomphera la juste cause des populations intéressées.

Selon le «Diario Popular» FUITE EN ESPAGNE D'AGENTS DE L'EX-PIDE

Plusieurs agents de l'ex-PIDE (police politique fasciste du temps de Salazar), mis récemment en liberté provisoire, se seraient enfuis en Espagne, annonce mardi «Diario popular» (quotidien indépendant de gauche).

Selon ce quotidien, près de 450 agents de l'ex-PIDE ont été libérés de la prison d'Alcoentre, depuis le 23 décembre dernier. Parmi eux se trouvaient une majorité d'agents de seconde classe mais également des agents de première classe et même, ajoute «Diario popular», des chefs de brigade et des inspecteurs.

Ils devaient se présenter tous les 15 jours aux autorités les plus proches de leur lieu de résidence en attendant leur jugement. Nombre d'entre eux ne se seraient pas présentés et auraient fui en Espagne pour éviter de passer devant le tribunal, croit pouvoir affirmer le quotidien.

«Diario popular» qui rappelle avoir à plusieurs reprises demandé l'accélération des procès des agents de la PIDE relève mardi que la situation actuelle est préoccupante, dans la mesure où il est clair que beaucoup de gens sont plus intéressés à laisser fuir les éléments de l'ex-police politique qu'à les voir passer en jugement.

CEE : LA COMMISSION AGRICOLE DU PARLEMENT EUROPEEN PROPOSE UNE MAJORATION DE 9,5 % DES PRIX

La commission agricole du Parlement européen, réunie mardi à Bruxelles, a proposé une hausse moyenne de 9,5 % des prix agricoles européens pour la campagne 1976/1977.

Le Parlement européen devra se prononcer la semaine prochaine lors de sa session à Strasbourg sur cette proposition. La commission de la CEE suggère de son côté une augmentation moyenne de 7,5 % des prix, ramenée à un pourcentage inférieur en France, en Allemagne fédérale et au Benelux pour tenir compte de l'évolution monétaire.

Si le conseil des ministres de l'agriculture des «Neuf», qui se réunit deux fois au mois de février à Bruxelles, suivait la proposition de la commission agricole du Parlement, cela nécessiterait un budget supplémentaire de 450 millions d'unités de compte (1 unité de compte : 1,20 dollar, soit 2 475 milliards de FF) en 1976.

A cela, il faut ajouter que :
— d'une part, une telle augmentation est loin de combler la baisse moyenne de 20 % du revenu des agriculteurs français en deux ans.

— et d'autre part, ces prix d'intervention ne sont que des prix de référence, qui en général ne sont pas appliqués par les trusts qui dominent le marché.

RÉPRESSION ACCRUE EN ISRAËL

Pour compenser la rage que leur inspirent leurs récents échecs sur le plan diplomatique, les autorités sionistes ont entrepris de vastes opérations d'arrestations en Palestine occupée. Dans le seul secteur de Gaza, 35 personnes accusées d'être membres du FATH viennent d'être arrêtées.

Loin de ralentir l'action des fedayine, cette répression ne peut qu'accroître l'essor des luttes de la Résistance palestinienne qui multiplie attentats et sabotage au cœur même d'Israël.

LA TELEVISION OUEST ALLEMANDE DENONCE ACTIVITE DU KGB

Les activités d'espionnage des pays de l'Est et plus particulièrement celles du KGB (service d'espionnage soviétique) ont été dénoncées simultanément lundi, en RFA, par l'hebdomadaire «Quick» et la première chaîne de télévision.

Selon «Quick», qui se réfère à un rapport confidentiel de la sûreté militaire, 2 727 délits d'espionnage et de trahison ont été enregistrés en 1974, et 2 037 cas pour les huit premiers mois de 1975. L'immense majorité de cette activité intense d'espionnage est imputable à la RDA, la Tchécoslovaquie, l'URSS et la Pologne. En ce qui concerne l'URSS, l'hebdomadaire cite les noms de quatre diplomates attachés à l'ambassade soviétique à Bonn et qui seraient des agents du KGB :

le ministre conseiller André Tokivitch, le conseiller Ivan Alexeievitch Jerofeev, ainsi que les premiers secrétaires Youri Ivanovitch Nikolski et Nilokai Nikolaievitch Solnzev.

A la télévision allemande, un ancien capitaine du KGB passé à l'ouest, affirmait dans le même temps que plus de 2 000 officiers de ce service «travaillent» en RFA et manipulent quelque 10 000 agents.

Au cours de cette émission, deux Allemands ont témoigné avoir été présentés par des responsables soviétiques et leur avoir fourni des informations, en accord avec le service de contre-espionnage de la RFA. L'un d'entre eux avait été contacté par l'ancien deuxième secrétaire à l'ambassade russe qui s'était présenté à lui comme officier du KGB

(l'émission présentait d'ailleurs un enregistrement clandestin de l'une de leurs rencontres), le second, journaliste à Berlin Ouest, affirme avoir fait office de «boîte aux lettres» pendant 15 mois, pour l'attaché de presse de l'agence «Intourist», dans la partie occidentale de Berlin.

Les services spéciaux russes, a révélé l'émission, opèrent à partir du quartier général soviétique de Karlshorst, à Berlin Est. Elle a également montré une mini-caméra dont sont dotés les agents ainsi que des pièces de 10 pfennings, spécialement évidées pour le transport de micro-films.

Ces révélations ont suscité une intense émotion en RFA qui s'inquiète légitimement de se voir l'objet d'une telle attention de la part des services spéciaux du social-impérialisme russe.

Au Conseil de sécurité de l'ONU L'Afrique du Sud doit cesser l'occupation illégale de la Namibie

Le Conseil de sécurité de l'ONU a terminé son débat sur la Namibie en adoptant, à l'unanimité, une résolution condamnant le régime raciste d'Afrique du Sud pour avoir continué l'occupation illégale du territoire namibien.

La résolution exige que les racistes sud-africains cessent leur politique d'établissement de «réserves» où sont parquées les populations noires, libèrent tous les détenus politiques et mettent fin à l'application en Namibie de toutes les lois et pratiques de discrimination raciale et de répression politique.

Dans son intervention, le représentant chinois à l'ONU, Lai Ya-li a déclaré : «La rivalité des superpuissances fait peser des menaces sur la grande unité africaine et la lutte des peuples d'Afrique australe. Le développement de la situation en Afrique Australe a permis aux peuples africains de mieux se rendre compte du danger de «laisser le tigre entrer par la porte de derrière, tout en refoulant le loup par la porte de devant». Ce n'est donc qu'en liant étroitement la lutte contre le racisme et celle contre l'intervention, la subversion et la division des

superpuissance, qu'on peut sauvegarder la grande unité africaine, faire avancer victorieusement la lutte pour la libération nationale et accomplir la libération de tout le continent africain».

Après avoir voté en faveur du projet de résolution, la délégation chinoise a toutefois exprimé des ré-

servations sur la partie de la résolution préconisant l'organisation d'élections libres en Namibie, en ces termes : «A notre avis, dans la circonstance où le peuple namibien demeure la victime de la domination et de la répression de l'armée, de



Sous la direction de son organisation de libération, la SWAPO, le peuple namibien persévère dans la lutte armée (photo agence Chine-Nouvelle)

la police et de l'administration sud-africaine, les élections libres sont absolument impossibles. L'organisation de telles élections est un danger. Le régime raciste d'Afrique du Sud pourrait l'utiliser pour continuer son occupation illégale et sa domination en Namibie. Nous estimons aussi

qu'il faut maintenir la vigilance vis-à-vis de la tentative des autorités d'Afrique du Sud de se servir du prétendu «dialogue» afin de duper l'opinion publique internationale et de retarder leur retrait de la Namibie».

nouvelles du monde

LE CANADA NATIONALISE SES MINES DE POTASSE

Une nouvelle législation a été adoptée au Canada, entraînant la nationalisation des mines de potasse de la province de Saskatchewan, jusqu'ici contrôlées pour la plupart par des compagnies transnationales US. Celles-ci méprisaient les réglementations de taxes et de redevances fixées par le gouvernement canadien, refusaient de lui présenter leurs déclarations financières et abaissaient volontairement la production au moment où la potasse était largement demandée.

ZAIRE : LES MERCENAIRES INTERDITS DE SEJOUR

Le président Mobutu a avisé mardi matin à Kinshasa les leaders des mouvements de libération angolais, l'UNITA et le FNLA, qu'il interdisait que des mercenaires de quelque pays que ce soit transitent par le Zaïre pour aller combattre dans les rangs de quelque mouvement de libération angolais que ce soit.

Cette décision positive s'inscrit dans la volonté de refuser l'internationalisation du conflit angolais qui ne peut qu'aboutir à une intervention accrue des deux superpuissances, particulièrement de l'URSS.

Partis révisionnistes européens LA CONFÉRENCE INTROUVABLE

La conférence des pays révisionnistes européens n'est pas encore pour demain, les contradictions entre Moscou et ses satellites se faisant chaque jour plus vives.

Pour sa part, la Ligue des communistes yougoslaves se déclare nettement opposée à toute obligation contraignante imposée par Moscou. Son chef de délégation aux interminables travaux préparatoires de la conférence vient de réaffirmer que «son pays ne participerait à cette conférence que s'il peut souscrire à tous les points de la déclaration commune et que si cette dernière n'a aucun caractère d'obligation».

GRANDE-BRETAGNE LA DÉTENTE EST UN DÉSASTRE

«La détente est un désastre, une autre façon d'appeler la pacification», a déclaré Winston Churchill, membre du Parti conservateur et petit-fils du célèbre ancien premier ministre. Dénonçant l'offensive soviétique en Angola, il a appelé à l'unité maximale, non, seulement au sein des pays occidentaux, mais aussi avec les pays en voie de développement afin de contraindre l'URSS «à abandonner son actuelle politique expansionniste et militariste», sinon «l'Occident n'aura d'autres alternatives que de se réarmer et de se réarmer rapidement».

Il a conclu en indiquant que l'Europe ne doit pas compter uniquement sur les USA pour se défendre. «L'Occident... doit avoir une politique étrangère commune, une politique de défense commune... par l'établissement d'une défense européenne efficace au sein de l'alliance de l'OTAN».

nouvelles intérieures

LE VIOL EST UN CRIME

C'est ce qu'a du reconnaître
la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

Les trois individus qui avaient violé deux jeunes femmes belges en août 75 ont comparu mardi devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Et une fois de plus on a pu entendre des propos méprisants envers les femmes, habituels dans de tels cas. Comme toujours on a voulu faire croire que les victimes étaient consentantes et minimiser le crime que constitue le viol. Alors qu'en théorie le viol est considéré comme un crime, dans les faits, de telles affaires n'arrivent que très rarement devant la cour d'assises. Cette fois-ci, les victimes ayant décidé de lutter pour que le crime soit reconnu, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a dû se résoudre à renvoyer le procès devant les assises.

Cette affaire remonte à la nuit du 20 au 21 août 1975, deux touristes belges, Anne-Marie Tonglet, 21 ans, professeur d'économie, et Aracelli Castellano-Lazzaropaya, 26 ans, puéricultrice, avaient été violées par trois

hommes alors qu'elles campaient dans la calanque de Morgiou, dans le massif de Marseille-Veyre, à 20 km au sud de la cité phocéenne.

Les deux femmes surprises dans leur sommeil avaient tenté de se défendre mais avaient dû céder aux violences.

Devant le tribunal d'instance, le ministère public avait déclaré que les deux jeunes filles «avaient accepté trop de choses pour que l'on puisse croire qu'elles l'avaient fait sous la contrainte». Insulte souvent entendue visant à faire croire que le viol n'existe pas et que ses victimes ont consenti. La partie civile avait au contraire affirmé qu'il s'agissait bien de viol relevant de la cour d'assises.

Mardi, l'avocat des trois criminels devait déclarer :

«Nous sommes certes, à l'aube d'une révolution sexuelle, mais il ne faut pas mêler ce dossier aux grandes idées de la libération de la femme. Il ne faut surtout pas transformer l'audience

en meeting politique. Ce qu'il y a d'important aujourd'hui, c'est de savoir si les deux jeunes touristes belges ont été consentantes ou non. Nous avons montré dans le dossier de nombreux points qui relèvent de la violence mais pas du viol. Tout le reste n'est que littérature».

Ce monsieur aurait voulu que ce procès devienne celui des victimes en somme.

Gisèle Halimi qui défendait les deux jeunes femmes devait affirmer :

«Cette affaire est grave, car la femme c'est la moitié de l'humanité qui veut se libérer. Les femmes de France et toutes les autres femmes du monde vous disent : nous ne voulons plus être violées».

«Cette affaire est exemplaire, a-t-elle ajouté, c'est un crime caractérisé. On relève dans le dossier des relations sexuelles complètes, l'absence de consentement, la violence, l'intention criminelle, la prémé-

ditation. Que reste-t-il aujourd'hui de ces deux femmes ? Elles sont à jamais brisées».

«Le viol est un crime non seulement dans la loi mais contre la femme».

Le ministère public, cherchant à amoindrir la gravité du crime, a déclaré pour sa part :

«Ces jeunes gens auraient pu comprendre que ces jeunes filles n'étaient pas d'accord. Ils auraient dû s'en aller. Que pouvaient faire ces femmes ? Plutôt que de se faire tuer, elles se sont laissées violer».

Remarquez bien : «Elles se sont laissées violer», ce qui sous-entend qu'elles ont consenti.

Mais les faits étant trop gros malgré tout, il a dû finalement décider le report de l'affaire devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Nous sommes dans une société où il faut se battre pour que le viol des femmes soit reconnu comme un crime.

Paris
20 ETUDIANTS IRANIENS
CONDAMNÉS A 3 MOIS
DE PRISON AVEC SURSIS

Les vingt étudiants iraniens qui avaient occupé durant trois heures, le 27 janvier dernier, les locaux de l'agence parisienne de la radio-télévision iranienne, située 30 Rue de la Boétie, en y maintenant 15 membres du personnel, ont été condamnés mardi chacun à 3 mois de prison avec sursis pour violation de domicile et séquestration de per-

sonnes, par la 23ème chambre correctionnelle de Paris.

Ils ont expliqué qu'ils avaient voulu alerter, par cette manifestation, l'opinion publique internationale après les exécutions ayant eu lieu en Iran.

Plusieurs d'entre eux ont été l'objet de violences de la part de gardiens lors de leur détention à la Santé.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Excusez-moi de cet écart, amis et camarades, ce n'est pas une question individuelle. Mais il faut que les jeunes générations sachent ce que fut le passé, pour mieux mesurer l'ampleur de la trahison des dirigeants révisionnistes, pour mieux comprendre qu'il faut sans cesse veiller sur le contenu de classe d'un Parti marxiste-léniniste, parce que dans ses rangs ne cesse jamais la lutte entre les deux idéologies opposées, celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat. Un parti ouvrier, petit ou grand, peut se transformer en parti bourgeois.

En définitive pourtant, c'est une excellente chose que ces vieux traîtres révisionnistes modernes se démasquent aujourd'hui encore plus vite que nous ne l'aurions supposé voilà dix à quinze ans quand ils nous exclurent ignominieusement parce que nous nous opposions à leurs perfides manœuvres. Les choses sont désormais plus nettes. Le 22è congrès c'est l'aboutissement d'une dégénérescence irréversible, c'est une échéance dans la déchéance.

La classe ouvrière, les petits paysans, les travailleurs révolutionnaires et tous ceux qui n'avaient pas encore compris et restaient encore dans les rangs du PCF, mais qui viennent enfin d'y voir clair, vont pouvoir désormais agir avec davantage de détermination pour édifier sans hésitation le nouveau Parti communiste, le seul authentique, le seul qui conserve le flambeau de leur classe révolutionnaire et de leur idéal, le Parti marxiste-léniniste unique, auquel nous travaillons depuis douze années.

Jeunes et vieux camarades, en avant, rejoignez les rangs de ceux qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme et à ce que fut jadis le Parti communiste français !

Jeunes et vieux camarades, en avant, pour la dictature du prolétariat !

Vive le Parti de la classe ouvrière !

Vive le Parti que tous ensemble nous édifions, vive le Parti communiste marxiste-léniniste unique ! N'attendez plus ! Rejoignez son juste combat !

Nouvelles revelations sur les hopitaux psychiatriques
en URSS

Le social-fascisme en accusation

A la veille de l'ouverture du XXIIème congrès du PCF, de nouveaux témoignages viennent d'être rendus publics sur les méthodes du social-fascisme en URSS, notamment en ce qui concerne l'utilisation des hôpitaux psychiatriques.

Ils viennent d'abord du mathématicien soviétique Plioutch, interné plusieurs années dans un tel établissement et aujourd'hui exilé en France. Nous ne partageons nullement les conceptions politiques de Plioutch mais ce qu'il dit des hôpitaux psychiatriques de Brejnev mérite d'être connu.

Au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue mardi il a fait état de ce dont il a pu être le témoin à l'hôpital de Dniepropetrovsk. Il y a là une soixantaine d'internés politiques. Il a indiqué que lorsqu'il y est arrivé, en 1972, des personnes se tordaient de douleurs dues à un produit appelé haloperidol.

Plusieurs fois il a mentionné des «piqûres de soufre» infligées «pour mauvaise conduite» notamment à des personnes qui demandaient à aller aux toilettes en dehors des heures prévues.

Il a affirmé avoir vu des infirmiers «rouer de coups un malade... parce qu'il avait demandé à être conduit aux toilettes».

Il a précisé qu'après une piqûre de soufre la température monte jusqu'à 40 degrés, les douleurs sont si fortes que le malade ne sait quelle position adopter et nombreux sont ceux qui souffrent d'hémorroïdes après de telles piqûres.

Il a mentionné d'autres mauvais traitements, d'internés politiques «roués de coups» par des infirmiers et du décès de l'un d'entre eux nommé Grigoriev, en 1970, à la suite, selon les témoignages qu'il a reçus, d'un éclatement du foie.

Le mathématicien soviétique a affirmé que ces traitements ont pour objet de «briser l'être humain durant les premiers jours, de détruire sa volonté de résistance».

Et il a précisé : «J'ai constaté moi-même avec horreur, quotidiennement, la progression de ma dégradation intellectuelle, morale et affective. Je perdis rapidement intérêt pour les problèmes politiques, puis pour les problèmes scientifiques, enfin pour ma femme et

mes enfants. La parole devint hachée, brève. La perte de mémoire empira fortement...»

«Je n'avais aucune pensée, sauf celles concernant les toilettes, le tabac et les «pots-de-vin» à l'infirmier pour pouvoir me rendre une fois en plus aux toilettes. Et puis je me répétais : «Je dois me souvenir de tout ce que je vois ici, pour le raconter ensuite».

Le journal «Libération» rend pour sa part publique une liste de trente internés dans des «hôpitaux psychiatriques». L'un d'entre eux parle des méthodes employées à Léninegrad. Il fait état de plusieurs cas de personnes battues à mort. «Libération» écrit :

«Trois méthodes, sont employées en guise de "punition médicale" : la première consiste à injecter au détenu une drogue qui provoque des crampes d'estomac, de la fièvre et une douleur intense pendant deux à trois jours. La seconde, pour des "infractions" plus graves, est un "traitement" de dix jours avec des injections quotidiennes de médicaments qui réduisent le détenu à l'état de loque végétative. Pour

recupérer, beaucoup mettent au moins deux mois. D'autres ne récupèrent jamais. Enfin, le détenu peut être ligoté avec des bandages mouillés, devant ses compagnons de cellule. Quand les bandages séchent, ils s'incrument dans la chair. Une infirmière veille à relâcher la pression quand le pouls devient trop faible. Cette torture dure en général deux à trois heures.»

Comme on peut en juger, ces pratiques n'ont rien à envier à celles des «médecins de la mort» nazis et ces dernières révélations ne manqueront pas de marquer les assises du PCF auxquelles participe Kirilenko, secrétaire du Comité central du parti social-fasciste d'URSS.

Après avoir, autant qu'ils on pu, dissimulé de tels faits les dirigeants du PCF, pour sauvegarder leur image de marque, feignent de les condamner. Comment prétendre en effet être un «défenseur des libertés» quand on est complice de ceux qui font régner le fascisme ? Il faut chercher à donner le change en disant que l'on n'est pas d'accord.

ÉCOUTEZ LES RADIOS
RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h.....	sur 31 et 42 m
16 h.....	sur 31 et 42 m
17 h.....	sur 31 et 42 m
19 h.....	sur 31 et 42 m
21 h.....	sur 31 et 42 m
22 h.....	sur 31, 42 et 215 m
23 h.....	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m



la France des luttes

PARIS
SALLES A ET B
DE LA MUTUALITÉ
DE 14 A 24 H

BUREAU TECHNIQUE
DE L'OUEST

Nous serons présents au nombre de 6 dessinateurs du Bureau technique de l'Ouest à Nantes Saint-Herblain (sur 24). Nous viendrons avec des panneaux expliquant nos luttes.

Nous savons que vous ferez au mieux. Nous espérons que la Mutualité sera assez grande car nous savons qu'il y aura beaucoup de travailleurs. Il y aurait au minimum 80 personnes de Nantes savons nous.

Des travailleurs du BTO
à Nantes

14
février
1976



RASSEMBLEMENT
NATIONAL
OUVRIER

CPIO — Nantes

VICTOIRE CONTRE UN LICENCIEMENT

Lundi 26 janvier, le personnel de l'atelier plastique (équipe I) apprenait que le chef d'atelier refusait d'embaucher un jeune travailleur dont le deuxième mois d'essai venait à échéance. Les motifs invoqués par la maîtrise — nombreux retards et mauvais travail — soulevaient immédiatement une profonde indignation chez tous les travailleurs de l'atelier (en majorité des fem-

mes) qui les jugeaient sans fondement. Aussitôt informées, les déléguées CGT de l'atelier demandent une enquête et des preuves (impossibles à fournir) et les travailleuses décident un débrayage pour exiger le maintien du jeune travailleur à l'usine. Jeudi soir, vers 18 h, après le départ du chef d'atelier qui refuse toujours de donner une réponse et veut faire trainer les cho-

ses jusqu'au lendemain, jour du licenciement, les presses sont arrêtées, et la grève décidée.

Le chef de service, aussitôt descendu dans l'atelier, après plus d'une heure de discussion avec le personnel rassemblé, ne peut arrêter la grève qu'en promettant le réembauchage du jeune travailleur dans un autre atelier.

Le travail reprend vers 21 heures, les travailleurs unis et déterminés ont gagné ! La victoire est d'autant plus grande que c'est la première lutte dans cet atelier, réputé pour sa « passivité » et ses très mauvaises conditions de travail. Mais où il y a répression, il y a résistance !

Un autre élément qui a mobilisé les travailleuses du plastique, c'est que « laisser passer le moindre licenciement, sous n'importe quelle forme, c'est laisser la porte ouverte à bien d'autres ! » Nous sommes toutes décidées à ne pas en laisser passer un seul !

ment, sous n'importe quelle forme, c'est laisser la porte ouverte à bien d'autres ! » Nous sommes toutes décidées à ne pas en laisser passer un seul !

Au printemps dernier, le licenciement de deux travailleurs, accusés d'avoir « volé » un mètre de plastique et deux bobines de ficelle, avait lui aussi été évité par le débrayage et la détermination des travailleurs de l'atelier du « noir ».

A l'heure où le chômage continue à se développer dans la région, et où la direction parle de construire une filiale à Vitry, la vigilance de tous se renforce pour la garantie de l'emploi de tout le personnel.

On ne négocie pas
les licenciements,
on les refuse !

Un travailleur m-l
de l'entreprise

Montpellier

«Au Courrier du Midi» la grève continue

Lundi 2 février, venant de tous les coins du Languedoc-Roussillon, les agents du Courrier du Midi (transport), mécanos, employés, conducteurs, se sont réunis en assemblée générale à la Bourse du travail de Montpellier. Rappelons que les travailleurs demandent une réduction du temps de travail sans diminution de salaire : 2 heures en février et 2 heures en octobre prochain et une augmentation uniforme des salaires : 50 centimes de l'heure maintenant et 50 centimes en juillet.

Dans chaque ville où ils se sont organisés, des assemblées générales, souveraines, élisent un comité de grève comprenant des syndiqués et des non-syndiqués.

D'autre part une liaison étroite est réalisée entre chaque ville et des assemblées générales ont lieu pour prendre les décisions les plus importantes.

C'était le cas lundi 2 février, et ils étaient nombreux, conducteurs, mécanos et employés à écouter avec attention le compte-rendu de la rencontre avec

le patron. Celui-ci a cédé pour les augmentations uniformes mais refuse catégoriquement la diminution du temps de travail.

L'ensemble des travailleurs refuse absolument de baisser les bras : les augmentations de salaires doivent aller de pair avec la diminution du temps de travail. Tous sont unis sur ce principe. Ils sont prêts à lutter jusqu'au bout pour obtenir satisfaction. Pour cela, les travailleurs du Courrier du Midi comptent sur l'extension du mouve-

ment aux autres entreprises dépendant de la générale des transports industries (GTI) et c'est ce qui se passe.

Les Courriers catalans, les Courriers du Languedoc-Roussillon se mettent en grève. L'agence d'Arles des Courriers du Midi est-elle aussi bloquée et la grève a démarré malgré les diverses pressions exercées par la direction sur l'ensemble des grévistes : huissier, visite des flics. Malgré cela, le moral est excellent.

Correspondant H.R.

Compagnie Générale de Construction Téléphonique

Les ouvriers ne sont pas des pions

La crise générale du capitalisme touche la compagnie de construction téléphonique (filiale du trust

ITT) comme toutes les autres entreprises capitalistes : menaces sur l'emploi (plus d'embauche depuis 2 ans), évaporation « naturelle » du personnel.

Répression

La direction profite du climat d'incertitude qui règne pour faire passer sa politique de rentabilisation aux frais des travailleurs. C'est la valse perpétuelle des ouvriers d'atelier en atelier, au grès des « besoins » de la production. Mais depuis quelques temps, le responsable de l'équipe du soir, nouvellement muté dans cette fonction, prend sa tâche vraiment au sérieux. Il sillonne l'usine, vestiaires et WC, pour coincer ceux qui ne seraient pas à leur poste de travail jusqu'à la fin de l'horaire de travail.

Aussi, les travailleurs, ne se laissent pas faire, et le « flic » du patron en est pour ses frais. Cependant un travailleur à qui il reprochait d'être trop longtemps à fumer une cigarette, lui jeta un magistral coup de

poing lui cassant ses lunettes.

Les sanctions ne tardèrent pas : mise à pied pendant 3 jours, puis licenciement de l'entreprise. Mais pour faire bonne mesure avec les sanctions, le patron le reprenait sur les chantiers CGCT avec un salaire inférieur de 500 F et la perte de tous ses avantages (ancienneté, etc.). Ce travailleur, considérant que sa situation était critique (femme au chômage, un enfant, un loyer de 700 F, des traites à payer) alla jusqu'à tenter de se suicider.

Apprenant cela, l'équipe de son atelier débraya sur le tas immédiatement pour que la direction revienne sur sa décision. Le patron est devenu hystérique à la vue des travailleurs à la porte de son bureau.

La direction CGT inféodée au PCF a fait paraître dans l'Humanité du 21 janvier un article pour tenter de récupérer les actions qui eurent lieu alors qu'ils s'étaient montrés absents au début. Quand aux

dirigeants CFDT, ils ont considéré qu'il n'était pas opportun de déclencher une action.

A l'action pour la réintégration

Devant la détermination des travailleurs, les directions syndicales reprirent le train en marche et organisèrent sous la pression des travailleurs l'action par un débrayage reconductible jusqu'à ce que leur camarade réintègre son ancien poste de travail. Une collecte a recueilli 1 800 F.

Au bout de tout cela, la direction a dit devant les grévistes qu'elle « n'avait pas tout vu dans cette affaire et qu'elle corrigerait rapidement, dans un sens favorable ». Donc rien de sûr pour l'instant.

Correspondant H.R.

NOTE

Nous demandons aux camarades et amis qui envoient des articles au journal d'indiquer le lieu de provenance des articles, et si possible d'écrire lisiblement. Merci.

VICTOIRE A TOURNON HENRI ASTIC est réintégré

Henri Astic délégué CFDT dans l'entreprise ETIT a été réintégré vendredi 29 janvier à son poste de travail et cela après 3 années de lutte qu'il a mené avec la CFDT contre le patron des ETIT.

Cela montre que seule la lutte est payante, contrairement aux pétitions et belles paroles de la CGT et des élus de gauche qui ne peuvent qu'enterrer les luttes.

Cette volonté de ne pas vouloir baisser les bras est une riche expérience pour la classe ouvrière de Tournon.

Correspondant H.R.

Le syndicat national du contrôle des prix s'oppose à la politique des prix

Réunis en congrès national à Parent (Puy-de-Dôme), les délégués du Syndicat national du contrôle des prix CFDT se sont opposés à la politique des prix instaurée par l'Etat capitaliste, « instrument de la bourgeoisie ».

Ils ont souligné que « l'Etat est l'instrument utilisé par la bourgeoisie, classe dominante, pour maintenir son hégémonie sur le reste de la société » et que par conséquent « la politique des prix n'est pas une politique neutre ». Dans ces conditions, le contrôle des prix est un trompe l'œil et une mystification car, ont-ils fait remarquer, « la bourgeoisie n'arrête pas l'inflation, elle la gère ».

Voilà des prises de positions en totale opposition aux bavardages des révisionnistes.

Les syndicalistes CFDT ont d'autre part dénoncé les opérations bidons « Frein sur les prix » et réclamé un salaire minimum de 2 200 F ainsi que des augmentations uniformes.

Correspondant H.R.

Tricastin

Grève au chantier de construction de la centrale nucléaire

850 travailleurs d'une entreprise de gros-œuvre, chargée de la construction de la Centrale nucléaire EDF du Tricastin, à la limite de la Drôme et du Vaucluse, sont en grève depuis jeudi 29 janvier pour l'augmentation des salaires. La production de cette centrale devra alimenter en énergie électrique l'ensemble des installations industrielles « d'Eurodif », Usine européenne qui fournira de l'uranium enrichi.



FONCTION PUBLIQUE

Refuser les conventions salariales, c'est REFUSER LA COLLABORATION DE CLASSE

Comme chaque année à la même époque, les discussions salariales vont s'ouvrir entre les représentants du gouvernement (État-patron) et les dirigeants syndicaux des secteurs publics et nationalisés (PTT, enseignants, hospitaliers, communaux, ministères, cheminots, EDF-GDF, etc.). Les conventions salariales qui vont sortir de ces discussions concernent quatre milliers de fonctionnaires et assimilés. Cela ramène au premier plan la question du pouvoir d'achat de ces personnels, et notamment des petites catégories qui sont les plus nombreuses et les plus défavorisées.

Il s'agit pour le gouvernement d'amener les directions syndicales à analyser — au nom des personnels — les décisions prises par l'État-patron. Cette concertation a pour but notamment la répartition d'une somme globale (masse salariale) destinée aux augmentations hiérarchisées, ainsi que diverses mesures catégorielles et indemnitaires.

Bien évidemment, cette somme est délibérément limitée suivant le principe des capitalistes : donner le moins possible et ne pas satisfaire les besoins des fonctionnaires qui subissent la hausse des prix. Si l'on s'en tient aux années précédentes, les conventions salariales signées notamment par la CFTC, FO, FEN, CGC, n'ont apporté aux fonctionnaires qu'une régression de leur pouvoir d'achat.

Un exemple, en 75 aux PTT : augmentation des traitements de 10,86 % pour une augmentation du coût de la vie d'environ 14 %. L'avancement d'échelon c'est-à-dire une augmentation indiciaire liée à l'ancienneté, peut seul permettre le maintien du pouvoir d'achat. Comme on le voit on est bien loin des déclarations d'autosatisfaction ministérielles et gouvernementales.

D'autre part il est prévu qu'au-dessous d'un certain seuil de hausse des prix un réajustement des traitements soit assuré (en quelque sorte une échelle mobile !), reposant sur l'indice officielle des prix (qui est truqué).

LES CONVENTIONS SALARIALES C'EST LA COLLABORATION DE CLASSES

Ces conventions salariales instituées dans le

cadre de la participation gaulliste, répondent aux critères de la politique de « concertation » ou « contractuelle ». Elles visent à duper les travailleurs, à les mystifier en leur faisant croire que la bourgeoisie se préoccupe réellement du problème du pouvoir d'achat, à les démobiliser en les enfermant dans le carcan des discussions autour des tapis verts. Il faut dire que les directions syndicales jouent le jeu. Bien sûr celles qui pratiquent la collaboration de classe la plus ouverte sont FO, FEN, CFTC, CGC.

Depuis des années elles signent les conventions les plus désavantageuses pour le personnel et les « réformes » les plus creuses. Pour la majorité des fonctionnaires la preuve n'est plus à faire.

Ce n'est pas aussi clair en ce qui concerne la CGT et la CFDT qui sont les plus représentatives. Or leurs pratiques sont tout aussi collaborationnistes. En effet, d'une part elles ne signent pas les conventions, d'autre part elles « dénoncent » la politique d'austérité du gouvernement. Mais il ne faut pas s'y tromper, ce n'est pas pour cela qu'elles ont des positions de classe.

Car en fait, en participant aux discussions, elles cautionnent le principe de ces conventions. Ce qu'elles disent, c'est qu'il faut de « bonnes conventions » grâce à de « véritables négociations ». Leur tactique correspond tout à fait à l'alternative réactionnaire du « programme commun » qui repose sur la « participation des travailleurs à la gestion démocratique »... dans le cadre du système capitaliste, donc sur la collaboration de classes.

Clermont-ferrand

Les étudiants en psychologie accueillent Haby

Mercredi dernier Haby faisait la tournée des popotes à Clermont, où il était recteur avant sa brillante promotion.

Il a été accueilli à la Préfecture par une manifestation d'environ 200 étudiants de l'Institut de psychologie de l'UER des

lettres. Voulant pénétrer dans la Préfecture et être reçu par Haby pour exposer les problèmes de leur institut — qui risque d'être fermé par manque de crédits — les étudiants ont été brutalement repoussés par les flics de la bourgeoisie.

Correspondant H.R.

FONCTION PUBLIQUE JOURNÉE NATIONALE LE 5 FÉVRIER

D'ailleurs, leur participation active à la démobilisation des travailleurs prend tout son sens dans la journée nationale d'action prévue le 5 février. Cette action bidon décidée par les

directions — pour appuyer leurs positions lors des discussions — est totalement inefficace pour imposer la satisfaction des revendications.

Aussi dans cette période, les marxistes-léninistes doivent bien insister sur le fait que ce n'est que par la lutte classe contre classe que les fonctionnaires et assimilés imposeront à

l'État-patron leurs légitimes revendications de salaires : 300 F uniforme pour tous, minimum mensuel de 2 000 F, intégration complète et immédiate de l'indemnité de résidence dans le traitement.

Les marxistes-léninistes et les travailleurs avancés doivent dénoncer — dans les syndicats et en dehors — la collaboration de classe

des directions révisionnistes et réformistes, mais en même temps impulser la mobilisation. Donnons comme perspective LA LUTTE UNIE DE GRANDE AMPLIEUR, suivant l'exemple de la grève des postiers en 1974. Inévitablement la ligne prolétarienne l'emportera sur la ligne révisionniste et réformiste.

Correspondant H.R.

Accidents du travail

POUR LES CAPITALISTES, L'OUVRIER EST LE CAPITAL LE MOINS PRÉCIEUX

Samedi et dimanche derniers lors d'un colloque tenu à Grenoble sur les accidents du travail, 250 syndicalistes, juristes, médecins, inspecteurs du travail, dénonçaient leurs véritables causes : l'insuffisance des mesures de sécurité, les cadences, les horaires trop longs, en un mot les conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme aux travailleurs. Nous publions aujourd'hui la deuxième partie de l'information sur ce colloque.

« Voilà un manoeuvre auquel on demande de faire une rigole mais personne ne lui a dit qu'une pelle humide explosait dans la fonte et le malheureux se retrouve avec un ail en moins », c'est un ouvrier d'Usinor qui parle, et qui accuse, soulignant que l'une des causes les plus fréquentes d'accidents de travail, c'est l'accélération continue des cadences ; une ouvrière employée dans une conserverie lui succède. Les chronos ont déterminé qu'elle

à rouler sur des matériels défectueux : « Les chauffeurs sont menacés de licenciement et de chômage s'ils refusent de conduire des camions n'offrant pas toutes les règles de sécurité ». N'est-il pas menacé aussi cet ouvrier employé comme manutentionnaire dans une usine d'eaux minérales qui doit empiler en une heure 250 cartons de 20 kilos chacun ? Sous le poids de la fatigue ne risque-t-il pas de faire de faux mouvements ?

à l'extérieur, au noir peut-être. Les fins de mois l'obsèdent. Il est inquiet pour lui et sa famille qui se désagrège et qu'il ne voit bientôt plus. L'alcoolisme le guette. C'est sûrement un futur accidenté du travail. »

LE CAPITALISME EST RESPONSABLE : IL FAUT LE DETRUIRE

Mais ce colloque ne devait pas s'en tenir aux seules causes immédiates, même indirectes. D'entrée Henri Bartoli, professeur d'économie à l'université de Paris I, résumait le point de vue bourgeois selon lequel « l'accident de travail est une maladie de l'entreprise qu'on ne peut éviter ». Il affirmait haut et clair : « Le capitalisme à la recherche de production et de profit érige le capital, et non le travail, en hégémonie dominante ».

Plus tard, H. Bartoli devait préciser : « Je vous disais en commençant qu'il convenait de mettre en cause le système capitaliste. J'avais tort, il faut lutter pour obtenir sa disparition ». Un texte distribué par le syndicat de la Magistrature allait dans le même sens déclarant : « La disparition de la recherche du profit maximum qui caractérise l'entreprise capitaliste réduira sans doute le nombre de fréquences et la gravité des accidents du travail ». Et un magistrat précisait que la sécurité des travailleurs est liée au phénomène du pouvoir.

Élargir et aggraver les peines contre les patrons responsables d'accidents de travail

« Mais, au lieu de parler dans des colloques, il vaut peut-être mieux, devait souligner Étienne Bloch, du syndicat de la Magistrature, que les juges agissent sur le terrain ». Et effectivement les participants ont examiné concrètement les moyens de lutter contre les accidents du travail.

Les patrons dont il est établi qu'ils portent presque

toujours directement la responsabilité des accidents du travail connaissent une véritable immunité pénale du fait de leurs pouvoirs économique et politique. « Nous constatons, devait déclarer le professeur Javillier, un véritable traitement différentiel des infractions, c'est-à-dire de la légalité. Celles qui sont effectuées au détriment des travailleurs sont moins sanctionnées que celles qui concernent les biens ». Les participants affirmaient clairement leur volonté de mettre fin à cette situation.

Ils se retrouvaient d'accord pour exiger « l'application la plus large et même l'aggravation des peines en matière d'accidents du travail ». Obliger simplement les patrons fauteurs d'accidents du travail à verser une indemnité ne saurait suffire, il faut recourir à de véritables sanctions. C'est la raison pour laquelle les participants au colloque de Grenoble devaient se refuser à rejeter la possibilité de prononcer des peines d'emprisonnement contre les patrons dont la culpabilité est établie. A fortiori ils refusaient de condamner l'application ferme de cette mesure déjà pratiquée notamment par le juge de Charette.

La tenue pour la première fois d'un colloque sur les accidents du travail est un événement tout à fait positif. D'autant que les conclusions auxquelles il devait aboutir sont justes et susceptibles d'apporter aux conditions de travail des ouvriers des améliorations sensibles, dans la mesure, bien sûr, où elles seront appliquées. Mais la tenue de ce colloque est aussi un signe des temps. On y constate en effet que cette forme la plus poussée de l'exploitation capitaliste que sont les accidents du travail provoque la révolte de couches de plus en plus larges et diverses de la population, ce qui témoigne des discrédits de plus en plus grands du système capitaliste et annonce sa décadence irrémédiable.



ne doit disposer que de 4 minutes 48 secondes pour éteindre cent sardines et 2 minutes 12 secondes pour les placer sur le gril.

Comment s'étonner dans ces conditions quand il y a des accidents ? Les conditions imposées aux routiers ne sont pas différentes. On les oblige

Et puis un ouvrier d'Usinor-Dunkerque souligne un autre aspect, moins direct celui-là, mais non moins dangereux :

« Mon camarade qui vient de Valenciennes à Dunkerque ne fait pas 40 heures sur les fours en continu mais 56 heures avec les déplacements. Le chômage partiel l'oblige à travailler

Beauvais Le groupe « OSER LUTTER OSER VAINCRE » rejoint le PCMLF

COMMUNIQUE

Le groupe « Oser lutter - oser vaincre » regroupant des travailleurs manuels et intellectuels de Beauvais et de ses environs, après avoir rompu avec le PSU puis le gauchisme, vient de rejoindre le parti de la classe ouvrière : le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Notre participation à l'édification du Parti du prolétariat, à son renforcement, à sa pénétration parmi les travailleurs de l'Oise est une tâche nouvelle, exaltante, qui nous rapproche des futures grandes batailles que le prolétariat va livrer pour son émancipation et la sauvegarde de l'indépendance nationale.

Le PCMLF interdit par la bourgeoisie, avec la complicité des révisionnistes du PCF, dans le feu des glorieuses batailles de classe de 1968, poursuit inexorablement sa tâche malgré les difficiles conditions de la clandestinité.

Combattre pied à pied la bourgeoisie et son pilier social dans la classe ouvrière - le révisionnisme moderne du PCF -, préparer les masses à leur affrontement généralisé avec leurs exploités, mettre le peuple en garde contre les menaces que font courir à la paix et à la liberté les visées agressives des deux superpuissances dans leur course à l'hégémonie, voilà les tâches que se sont fixées les communistes marxistes-léninistes de France.

La route sera longue, semée d'embûches et de sacrifices, mais l'avenir est radieux, et la victoire certaine. Les trahisons des dirigeants du PCF, bouillant d'impatience de prendre la place de Giscard et sa suite, deviennent chaque jour plus claires pour un grand nombre de travailleurs longtemps trompés par la démagogie de ces faux communistes. Dans les rangs de ce parti, les militants honnêtes qui en sont la majorité se posent et se poseront chaque jour davantage la question : Marchais et sa clique sont au service de quelle classe ?

Le rejet de la dictature du prolétariat, l'électorisme et la condamnation de la violence révolutionnaire, la remise en selle et le dépoussiérage de la vieille SFIO, mille fois discréditée pour sa longue pratique de collaboration de classe, l'alignement systématique sur des positions du social-impérialisme soviétique, tout cela finit par troubler ceux qui avaient mis leur confiance dans ce parti qui fut vraiment un grand Parti communis-

te. Combien de vieux militants, d'anciens résistants, d'authentiques communistes, ont quitté cette organisation où les travailleurs n'ont plus la parole !

Aujourd'hui, c'est le Parti communiste marxiste-léniniste de France qui a repris le drapeau rouge des ouvriers et des paysans pour le hisser toujours plus haut, jusqu'à la victoire des exploités sur leurs exploités. Armé de la théorie universelle du marxisme-léninisme, de la pensée maotsetoung et de la riche expérience de la lutte du peuple de France, le Parti mènera les travailleurs au socialisme. La bourgeoisie, aidée par les révisionnistes, ne nous ménagera aucun coup, mais chaque agression ne fera que renforcer notre détermination, qu'accroître notre volonté de vaincre, qu'augmenter la confiance des masses pour le Parti. Etre attaqué par un ennemi n'est pas une mauvaise chose, mais une bonne chose : cela signifie que notre activité porte ses fruits.

Aux travailleurs qui nous demandent qui nous sommes, nous répondons sans fanfaronnade mais avec fierté : nous sommes des communistes marxistes-léninistes, membres du Parti qui s'est fixé pour tâche la révolution prolétarienne, pour instaurer le socialisme, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Nous nous efforcerons d'être francs et ouverts, dévoués et actifs, nous placerons les intérêts de la révolution au-dessus de notre propre vie et de nos intérêts personnels, pour mériter le nom de communistes.

Ouvrier des villes et des campagnes, paysan pauvre, employé, travailleur français ou immigré, femme ou homme, le Parti t'attend. Petit aujourd'hui par le nombre de ses militants, il est grand et riche du sacrifice, des victoires, des joies et des peines des millions d'hommes et de femmes qui ont lutté, qui luttent et qui lutteront demain encore plus nombreux dans tous les coins du monde, pour que se réalise leur idéal, le communisme.

A bas le révisionnisme, vive le marxisme-léninisme, vive les luttes de la classe ouvrière et du peuple pour leur émancipation,

Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France !

Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

Total au 2/2/76	220 844,32 F	CDHR N.Béthune	80,00 F	CD Djamilia Boupacha	150,00 F	Des électron. et contr. de la circul. aér. du centre	
Une empl. CNPE	50,00 F	Un médecin	1 000 F	Suppl. réabt SJP	55,00 F	rég. AP	75,00 F
Un normalien	50,00 F	Un trav. des PTT	100,00 F	Sout. 25 M. CG	100,00 F	Sousc. à la librairie	256,00 F
Un cheminot LM	10,00 F	Un empl. du métro	100,00 F	RJ soutien	200,00 F	CDHR prov.	538,30 F
Une enseig. à la retraite	15,00 F	Paysans du SO soutien sur un marché 2è vers.	260,00 F	PP et B pr un monde meilleur	200,00 F		
Suppl. à réabt BJP	20,00 F	Id. 1er vers.	325,00 F	CDHR M.	150,00 F		
Suppl. abt 1 étud.	218,00 F	CDHR prov. JA	150,00 F	Soutien hebdom. MD	100,00 F	Total au 3/2/76	225 106,62 F
Suppl. à réabt MD	60,00 F						

LA CHINE EN CONSTRUCTION

Revue périodique mensuelle de Chine populaire.

On trouvera au sommaire du premier numéro 1976 notamment :

- l'épopée de la Longue Marche.
- visite à la cité du pétrole.
- les ouvriers étudient la théorie pour défendre le socialisme.
- deux nouveaux succès pour l'amélioration génétique des plantes.
- nouveaux films chinois.

On trouvera encarté dans ce numéro une petite brochure en supplément : «Nouvelles données sur la Chine».

Disponible à E-100, par correspondance - 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris, ou aux librairies suivantes :

- Les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville 75020 Paris
- La Force du Livre : 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon
- Le Sel de la Terre : 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

Réédition du «PREMIER JOUR DU MONDE» de Han Suyin

Un panorama remarquable sur l'édification du socialisme en Chine depuis 1949 jusqu'à aujourd'hui.

Aux éditions Stock : 50 F.

En vente dans nos librairies :

- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.
- La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.
- Le Sel de la Terre, 4, rue Maréchal-Foch 22000 St-Brieuc.

Affiche

Dans le cadre de la propagande pour inviter les travailleurs à venir nombreux au *Rassemblement national ouvrier*, une nouvelle affiche vient d'être éditée.

Passez vos commandes à :

l'Humanité rouge - administration
BP 61 - 75861 Paris Cedex 18.

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER



Paris

le 14 février

de 14 H 30 à 24 H
salle de la Mutualité

Métro Maubert-Mutualité

A L'APPEL DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES ET DE QUOTIDIEN L'Humanité Rouge

Imp. La Presse



Au sommaire de ce numéro :

- «Il faut appuyer et donner un caractère révolutionnaire à l'ample et profond mouvement de masse contre la dictature fasciste», extraits de l'éditorial du No 31, janvier 1976, de l'organe central du FRAP, «Accion».
- «Contre la monarchie de Juan Carlos et contre toute formule signifiant la continuité du fascisme», communiqué des organisations basques ETA, EHAS et LAB.
- «Les confessions carrillistes».
- «La CIA en Espagne».
- «Poussée de l'offensive ouvrière et populaire».
- etc.

En vente dans les librairies :

- Librairie les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville 75020 Paris.
- Librairie la Force du Livre : 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.
- Librairie le Sel de la Terre : 4, rue du Maréchal-Foch 22000 St-Brieuc.



TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 La Source.



Union Soviétique:

Tous les vices de la société capitaliste (2)

Les domaines de l'éducation et de la culture n'échappent pas à cette plaie sociale. Les scandales se multiplient tandis que l'écart entre les diverses couches sociales s'élargit et la différenciation de classe devient plus marquée. Même les institutions d'enseignement supérieur sont affligées des vices tels que l'abus d'autorité, la corruption et l'extorsion. Les titres universitaires sont considérés comme la voie la plus courte pour obtenir honneurs fortune, si bien qu'on n'éprouve aucun scrupule à acheter ou vendre les diplômes, à en fabriquer de faux, et à mentir sur sa véritable expérience ou ancienneté professionnelles. Il existe des usines clandestines qui fabriquent de faux documents universitaires, des «entreprises» qui organisent des cours en dehors des heures de travail, mais qui n'ont d'écoles que le nom, et même des instituts qui ne dispensent pas d'enseignement mais se limitent à décerner des diplômes. La «Gazette littéraire» dans son numéro 23 a révélé qu'un certain Gorbatenko a réussi à obtenir le titre de docteur d'État en économie par la corruption et en rédigeant une fausse biographie. A la suite de quoi, il a transformé le comité d'attribution des bourses universitaires qu'il présidait, en «usine spécialisée» dans la fabrication de faux chercheurs et de pseudo-docs en sciences. En 3 ans



Jazz commercial made in USA (ici, concert de Duke Ellington) que les nouveaux bourgeois ont le front de placer sous l'égide de Lénine (Photo Kämpfende Kunst).

tuées avaient été enregistrées à Leningrad. Au cours des 20 ans qui ont suivi l'accession au pouvoir des révisionnistes soviétiques, le divorce pose un problème de plus en plus sérieux en Union soviétique et les relations entre époux sont devenues très instables. L'Union soviétique est un pays où le taux de divorce est l'un des plus élevés du monde.

L'alcoolisme est un autre grave problème social que la

littéraire» No 2 de 1971, parmi les élèves de 8^e année des écoles secondaires soviétiques, 75 % des garçons et 40 % des filles s'adonnent à la boisson. Quant aux élèves de 10^e année, c'est le cas pour 95 % des garçons et 90 % des filles.

La consommation de drogue et le trafic de celle-ci existent aussi en Union soviétique. Les drogues se multiplient dans la partie sud et dans la partie de l'Asie centrale, surtout parmi les jeunes.

Sous l'influence pernicieuse de la ligne de restauration capitaliste suivie par la clique révisionniste et de la vie corrompue que mène la couche bourgeoise privilégiée, la délinquance juvénile s'aggrave sans cesse en Union soviétique. Les autorités soviétiques elles-mêmes ont dû admettre que ces dernières années, les jeunes délinquants étaient très nombreux et que 50 à 80 % des délits étaient commis par des bandes organisées.

L'important développement de ces vices et abus dans la société soviétique d'aujourd'hui est une conséquence inévitable de la restauration du capitalisme effectuée dans tous les domaines par les imposteurs bourgeois comme par Khrouchtchev et Brejnev et de la nature parasitaire, réactionnaire et décadente de l'État impérialiste qu'est devenue l'URSS.

Demain : A travers le cinéma et le théâtre soviétique.

Cinéma

« Les dents de la mer » UN REQUIN BIEN CONNU

Jamais un film comme «Les dents de la mer» n'aura attiré et effrayé autant de gens, mais aussi rapporté autant d'argent.

Une jeune femme, qui se baignait la nuit, a été déchiquetée. Par qui ? Le maire et ses adjoints ne veulent pas y répondre, et ne veulent surtout pas dire que c'est un requin (car pensez-vous, en pleine saison estivale...).

Les baigneurs n'étant pas au courant de cette sombre et machiavélique histoire, reprennent leurs baignades comme si de rien n'était. Mais là c'est un enfant qui se fait «croquer». Cette fois-ci tout le monde sait ce qui se déroule et les plages deviennent désertes.

Une première pêche au requin s'organise. Un requin est pêché. Mais il se révèle, après autopsie, que ce requin n'est pas le «bon» (façon de parler). Ainsi, le lendemain, alors que la mer accueille de nouveau les baigneurs, voilà encore le requin et voilà encore un vacancier en moins.

Cette fois-ci les «3 héros» du film partent à la «vraie pêche» au requin qui se finira avec la mort d'un des

«héros pêcheurs» et de ce fameux requin mangeur d'hommes.

Quelle bonne affaire que ce film-là. Tout le monde, en commençant par le réalisateur américain, qui a touché la jolie somme de 200 millions de dollars (une bagatelle), jusqu'aux camelots vendeurs de paires de jumelles, d'ailerons et de dents de requin en plastique, profite de la psychose du «méchant animal».

En voyant cela, on serait tenté de croire que ce film a un but essentiellement commercial. Détrompez-vous ! Qu'en est-il réellement ? Pourquoi cette violence gratuite, ces images quelquefois insupportables (faut-il vous dire que ce film ne nous fait grâce d'aucun passage sanglant ?) ?

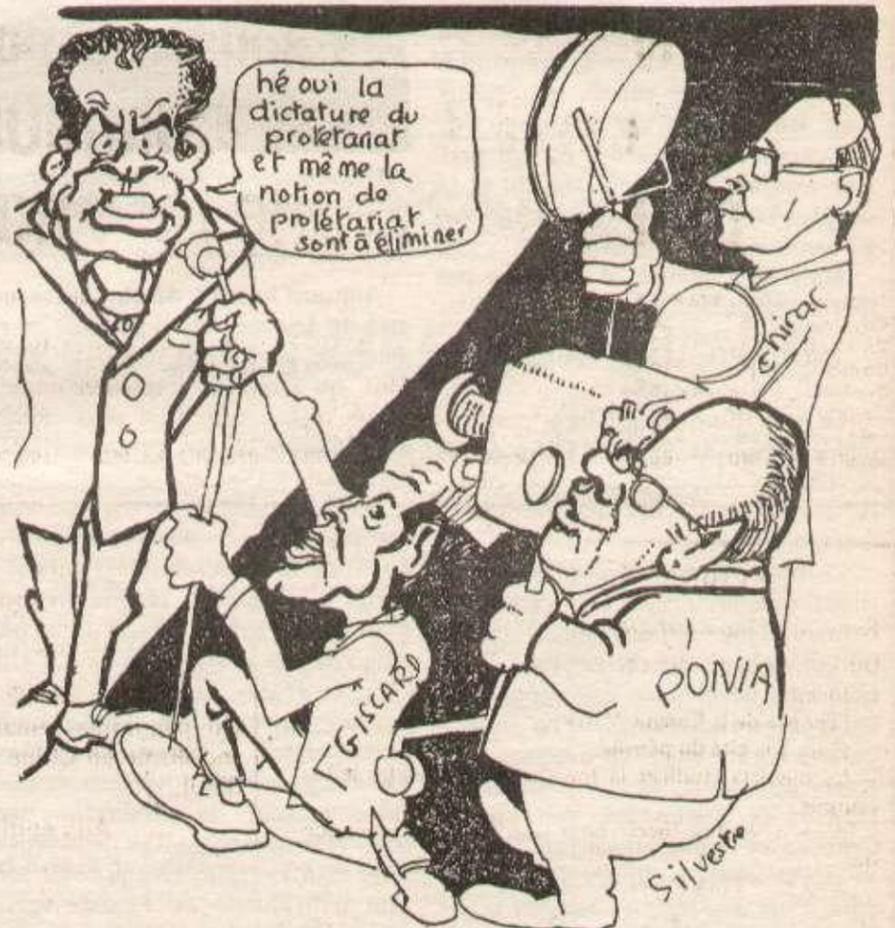
Ici, une épaule en compagnie de son bras et de son avant-bras, le tout dans un état peu reconnaissable ; là une jambe désarticulée tombe lourdement dans les profondeurs marines... Spielberg, le réalisateur, explique ce que peut inspirer le requin : «... Il fonce, il déchire, il dévore, il est au carrefour des symboles qui nous hantent, il évoque le fascis-

me, le communisme, l'esprit du mal...» Les intentions du réalisateur ne peuvent être plus claires.

Conditionner les gens, imposer les images, choquer violemment les spectateurs, et les pousser à exorciser la peur, l'angoisse, le «communisme». Il est intéressant de voir que ce film passe dans une période où la crise mondiale du capitalisme accède à un niveau très rarement atteint. Et ce n'est pas un hasard alors si les films comme King-Kong ou la Mousson, frères jumeaux des «Dents de la mer», étaient tournés avant la Seconde guerre mondiale. Leur contenu fantastique et catastrophique servait de voile protecteur aux réels problèmes de la crise du système capitaliste et du danger de guerre qui menaçait l'Europe.

Le «cinéma-catastrophe» avec ses «prophéties illustrées» et son «imagination satanique» détourne le juste mécontentement des travailleurs au détriment d'un soi-disant problème du «requin mangeur d'hommes», ou bien comme il y a quelques mois «La Tour infernale», dans un autre genre.

Vu par Silvestre



Marchais et la dictature du prolétariat



Réclame pour Pepsi-Cola (Photo Kämpfende Kunst).

33 personnes ont ainsi reçu le titre de «docteur associé».

PROSTITUTION, ALCOOLISME ET DROGUE

La prostitution constitue un autre signe perceptible de la dégénérescence de la société soviétique. Un journal occidental, citant au mois de juin dernier un fonctionnaire du ministère soviétique de l'Intérieur, indique que plus de 16 000 prosti-

clique dirigeante des révisionnistes soviétiques se trouve incapable de résoudre. Par exemple, dans une usine de l'Oural, près de 30 % des ouvriers sont envoyés chaque année dans des «maisons de désintoxication». Le nombre d'alcooliques parmi les jeunes et les femmes s'accroît d'année en année. D'après un rapport d'enquête réalisé par un Soviétique, docteur associé d'économie et publié dans la «Gazette

Languedoc-Roussillon (2)

35000 VITICULTEURS LUTTENT POUR LA SURVIE

Dans le précédent article, nous l'avons vu, les intérêts de tous les viticulteurs — comme d'ailleurs de tous les agriculteurs en général — ne sont pas les mêmes. Nous avons souligné au contraire qu'entre les petits et les riches, malgré toutes les apparences, les intérêts étaient contradictoires entre eux.

Aujourd'hui, nous aborderons les questions propres au mouvement politique et syndical de la viticulture dans la région Languedoc-Roussillon, liées à la journée du 5 février à laquelle nous appelons à participer massivement sur les mots d'ordre de défense du revenu pour les petits viticulteurs, et d'unité des ouvriers et des petits paysans pour la dictature du prolétariat.

Ainsi, les riches et les viticulteurs capitalistes, même s'ils entrent en « concurrence » avec le capitaliste-négociant, pour des questions de prix nécessaire à la rémunération de leurs capitaux, il n'en est pas moins vrai qu'ils font partie de la même classe, la bourgeoisie ; et que de ce point de vue, leurs intérêts fondamentaux sont les mêmes. La preuve ? On la trouve manifestement dans la manière avec laquelle cette couche de viticulteurs (qui a la direction politique du syndicalisme viticole) avancent des revendications.

Ainsi voit-on cette poignée de magnats de la viticulture fixer comme cible la lutte contre les importations (et éventuellement contre les trusts qui les pratiquent) mais éviter à tout prix d'attaquer les trusts-négociants dans leur ensemble, de peur — on les comprend — de remettre de façon irréversible le régime de ces derniers en question.

Pour les petits viticulteurs, s'attaquer aux véritables responsables de leur exploitation et de leur spoliation perpétuelle est donc la condition fondamentale de succès importants dans leur lutte. C'est pourquoi leur principale revendication est un prix leur assurant un revenu décent et la suppression de tous les avantages engraisant les riches sur leur dos.

Mais le 5 février, il n'y aura pas que les viticulteurs dans la rue.

« NOUS VOULONS VIVRE AU PAYS »

Ce mot d'ordre s'est largement répandu dans la région Languedoc-Roussillon depuis plusieurs mois. Il sera au centre des manifestations le jeudi 5 février.

Ce mot d'ordre est le reflet d'une situation économique et sociale bien connue dans certains départements périphériques du territoire. D'un côté s'est développée une agriculture basée essentiellement sur la monoculture de la vigne, qui a permis aux trusts-négociants de drainer de ce secteur de l'économie des profits exorbitants impliquant la faillite rapide des petits viticulteurs. D'un autre côté, c'est une région basée sur la petite et moyenne industrie qui actuellement subit la crise capitaliste de plein fouet, impliquant les bas salaires et le chômage.

Les effets de la crise générale du capitalisme ne touchent donc pas seulement les différents secteurs indé-

pendamment les uns des autres, mais aggravent les contradictions entre eux.

Ainsi, la crise viticole se répercute avec la force d'une lame de fond sur tout un secteur industriel régional qui justement prenait appui sur la viticulture (par ex. : les industries de machines pour la viticulture, seulement utilisables pour ce secteur agricole).



Ces viticulteurs ne se laissent pas tromper par la démagogie de l'accordéoniste Giscard.

Aujourd'hui les déséquilibres mêmes de la production agricole et alimentaire issus de la monoculture ne font qu'accroître l'appauvrissement d'une région qui n'est plus capable de répondre à ses propres besoins dans ce domaine.

Dans certains départements, comme par exemple l'Hérault, près de 40 % de la population est rurale, et parmi elle la très grande majorité « fait de la vigne ». Quand on ne peut plus vivre de la vigne, on va à la ville. Dans ce régime, avec la domination des monopoles du vin, il est extrêmement difficile à un petit viticulteur d'envisager sa reconversion dans un autre secteur de production agricole. Mais dans les villes de la région, c'est déjà le chômage : la seule solution individuelle est l'exode vers la région Rhône-Alpes, la région parisienne, etc.

On le comprend, le mécontentement est général et la volonté de lutter se manifeste partout, autant chez les petits viticulteurs que chez les ouvriers et les employés.

CHASSER LES LOUPS DE LA BERGERIE...

Seulement, pour que l'action de masse soit réellement efficace, il importe de distinguer dès maintenant ceux qui travaillent dans le but de détourner cette colère active à des fins politiques contraires aux intérêts fondamentaux des ouvriers et des petits paysans viticulteurs. Ce sont les loups dans la bergerie recouverts de la peau de l'agneau.

Qui sont-ils ?

Pour les viticulteurs on en trouve essentiellement deux types. Il y a d'abord les représentants des grands domaines viticoles, liés à leurs amis négociants et aux autres viticulteurs aisés. Ceux-ci ont la direction — cela n'est pas difficile à vérifier — des syndicats corporatistes de la viticulture. Ils chantent les louanges de l'unité du monde viticole où riches et humbles auraient les mêmes intérêts. De moins en moins de petits viticulteurs, par expérience, croient à ces doux chants de sirènes...

Ces dirigeants-là sont les premiers à répandre des propos xénophobes, mais évitent à tout prix le développement d'une prise de conscience anticapitaliste claire parmi la masse des viticulteurs. On les comprend !

Mais ces potentats de la viticulture ne sont pas les seuls. Il y a le MO-DEF, syndicat paysan contrôlé au sommet par le PCF. Dans le secteur viticole, ce syndicat mérite vraiment qu'on s'y attarde. Non parce qu'il représente une force véritable, mais plutôt parce qu'il est force d'exemples de l'hypocrisie et de la malhonnêteté de cette bourgeoisie bureaucratique de parti qui prétend défendre les petits viticulteurs.

Un nom suffit : Jean-Baptiste Doumeng, milliardaire (chiffre d'affaires par an : 11 milliards de francs nouveaux) fondateur de ce syndicat et député-maire PCF.

Pendant que son parti et son syndicat criaient à longueur de colonnes dans leur presse « halte aux importations », Doumeng opérait ses gros trafics de vins d'importation.

Aujourd'hui, les petits viticulteurs accusent : « Doumeng nous poignarde dans le dos. Le Comptoir agricole français (CAF) qu'il préside est le principal importateur de vins italiens débarqués à des prix de dumping ». Cela représente à peu près 6 % des importations en provenance de ce pays. Le CAF est une « société d'intérêt collectif agricole » (SICA) donc en principe au service des viticulteurs nécessiteux. En réalité, c'est un monopole du pillage. Un de ses responsables devait d'ailleurs déclarer que « les 1-200 caves coopératives contrôlant 50 % de la production n'avaient jamais réussi à s'organiser pour prendre place sur le marché ». Conclusion du capitaliste : organiser le marché

en fondant un véritable trust du négoce : le CAF.

On comprend alors pourquoi une cave du milliardaire du faux Parti communiste français a été attaquée par plusieurs centaines de viticulteurs en colère...

Comment peut-on penser une seconde qu'un tel parti abritant de pareils voleurs de grands chemins appartenant aux classes exploiteuses, puisse réellement prétendre défendre les intérêts immédiats et à long terme des petits viticulteurs ?

Nous avons jugé leurs paroles et leurs actes. Les dirigeants de ce parti et de ce syndicat sont dans le camp des riches. Leurs attaques contre le gouvernement ne sont que le reflet de leur rivalité politicienne dont l'objectif est de s'asseoir dans les mêmes fauteuils que nos ministres actuels.

La solution autant des problèmes régionaux, que des questions spécifiques de la viticulture ne passent ni par eux, ni par les représentants des grands domaines et des trusts liés au gouvernement en place.

Depuis la révolte historique des petits vigneron du Languedoc-Roussillon en 1907, rien n'a changé.

Le pouvoir d'État est toujours entre les mains des banquiers, négociants et fraudeurs en tout genre. Le pouvoir de la bourgeoisie utilise toujours les mêmes méthodes contre les travailleurs en lutte : la basse démagogie de ses laquais d'un côté, la répression de ses bandes armées, qu'ils se nomment CRS ou gardes-mobiles, de l'autre.

La journée du 5 février, mis à part les vils projets cachés de ses organisateurs, exprimera la colère de toute une région de la France en but à l'exploitation et la spoliation capitalistes.

Il y aura au premier rang les petits viticulteurs bien sûr, dont l'aboutissement positif du combat est une question de vie ou de mort pour eux. Ils auront à leur côté, la classe ouvrière du Languedoc-Roussillon et les autres travailleurs qui veulent du « travail pour tous », refusent « tout licenciement », et revendiquent des salaires décentes.

Nous soutenons ces justes revendications et appelons les travailleurs des villes et des campagnes de cette région à se joindre sur les lieux des différentes manifestations du 5 février dans l'objectif de contribuer à l'unité des ouvriers et des petits paysans (viticulteurs). Unité nécessaire aujourd'hui dans la lutte pour obtenir satisfaction des revendications immédiates.

Unité politique nécessaire demain pour obtenir des résultats durables, en luttant pour renverser par la force du peuple ce régime de trafiquants et de corrompus, et instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans : la dictature du prolétariat.